

LE PATRIOTE FRANCAIS.

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIALE ET LITTÉRAIRE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, excepté le lundi et le lendemain des fêtes. Les Articles, Lettres et Avis doivent être adressés à M. J. H. REYNARD, propriétaire général. On souverra au Bureau du journal, rue de las Cambras N° 148 et à la librairie de M. Hernandez, rue du Vingt-Cinq Mai, N° 238. Prix de l'abonnement. Trois Piastres par mois.

MONTEVIDEO.

18 OCTOBRE 1850.

DU COMMERCE ET DE L'INFLUENCE

DE LA FRANCE

DANS LES DEUX AMÉRIQUES

(Suite.)

Ainsi, parmi ceux que nous fournissons à l'Union américaine, on ne compte guère plus de la moitié, ou 9/16me de leur valeur, en produits français; le surplus provient des entrepôts et du transit.

Il n'en est pas de même dans les Etats-Hispano-Américain: nos échanges avec eux profitent en grande partie au commerce spécial et par conséquent au trésor de la France. Les produits de notre sol et de nos manufactures expédiés à Venezuela au Chili, et à la Nouvelle-Grenade représentent les 6/8me au moins de la valeur de nos exportations dans ces pays. Ceux qu'ils nous expédient alimentent également notre commerce intérieur, dans la même proportion.

Il est vrai que nous sommes moins favorisés au Brésil, où les 3/8me de nos envois et le 1/4 des siens profitent exclusivement au commerce d'entrepot et de transit.

Mais nous en sommes amplement dédommagés dans la Plata, où les 7/8me de la valeur totale des échanges appartiennent au commerce spécial ou national de la France.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, l'Amérique du Sud offre surtout des débouchés nombreux à notre agriculture et aux industries qui s'y rattachent directement.

C'est là que nous exportons en plus grande quantité nos vins et eaux-de-vie, nos huiles, la bière, les fruits secs et confits, le vinaigre, les eaux de senteur, la parfumerie, les veaux cires et vernis, les moutons maroquins, la sellerie, les draps fins et mi-fins, les toiles de lin etc., tous articles d'encollement ou de poids qui alimentent notre navigation marchande.

Les industries diverses de nos ports de mer y trouvent aussi leur compte, par la fourniture des objets nécessaires à l'armement et à l'avitaillement des 432 bâtimens français employés dans cette navigation. C'est là que se fournissent les fonds de cargaison, en briques et carreaux, plâtre, peintures, planches et madriers, pommes de terre, cordages, chaises, jarres, dame-jeannes, beurre, fromages, biscuit, morue, vannerie commune etc., etc.

Tout cela est précieux, nous le répétons, comme fonds de cargaison; parce que sans marchandises d'encombrement la navigation au long cours serait impossible; et que les armateurs de nos ports du nord, tel que le Havre, Saint-Malo et Dunkerque ne pourraient difficilement entrer en concurrence avec Bordeaux, Marseille et Cette, s'ils n'avaient la ressource que nous venons d'indiquer.

Feuilleton du PATRIOTE FRANCAIS.—Du 20 octobre 1850.

LA BONNE AVENTURE

MÉRITÉ ET FORTUNE.

La bonne aventure!

La bonne aventure!

V.

DEUX VISAGES.

(suite.)

— Je commençais à croire qu'il n'y avait personne, dit, en entrant sans façon, un homme de petite taille, trapu, ventru, joflu, erpu et bourgeois comme un jeune arbre en pleine sève, avec des bagues aux doigts, des boucles aux oreilles, et sur le nez des lunettes vertes, qui le gênaient, puisqu'il regardait par-dessus, ou plus souvent par dessous, quand il voulait voir.

— Monsieur, répondit Isseauva, sans se déconcerter, chez l'Italien, l'on dit d'ordinaire : "Qué va piano, va sano, qué va sano, va longano."

— M. Isseauva ?

— C'est moi, Monsieur. Qu'y a-t-il pour votre service ?

— Ah ! c'est vous, dit le petit homme en toisant l'artiste.

— Moi-même.

— Je suis venu de bien bonne heure, c'est-ce pas ?

— A vous l'avouer franchement, répondit le père-souriant avec malice, je ne croyais guère qu'il n'y eut que les chiens sans maître.... ou les potiers, qui fussent, à l'heure qu'il est, sur les jambes, dans notre bonne ville.

4

— J'ai choisi cette heure, qui n'est pas dans mes habitudes parce que j'ai pensé que nous serions plus libres pour causer.

— A qui ai je l'honneur ?....

— Je me nomme Lelong. Vous me connaissez ?

Isseauva, à son tour, guigna de son air fin l'interlocuteur, et tout en se demandant pourquoi, au lieu de l'appeler Lelong, on ne l'avait pas plutôt nommé Lelarge.

— Ma foi, Monsieur, répondit-il, nemni, je ne vous connais pas.

— Comment, Lelong, Pierre Lelong, marchand d'objets d'arts, et..... de curiosités, place de la Bourse, à Paris ?..... On ne connaît que moi.

— Alors, il paraît que je suis bien ignorant, car.....

— Il ne s'agit pas de cela; je viens pour m'entendre avec vous; pour vous offrir un débouché de vos produits.

On était arrivé à l'atelier.

— A ces mots, à cette ouverture, qui fit palpiter le cœur du père, et lui laissa entrevoir du bouillon gras pour sa femme, du quinquina pour son fils, et pour lui de nouvelles forces, un nouveau courage :

— Monsieur, dit-il d'une voix émue, en avançant un buste dont la Loire avait emporté la tête, donnez-vous la peine de vous asseoir. Le torse de Pompée, Monsieur? un siège que Cinna eut payé bien cher !

— Vous faites, m'a-t-on dit, toutes sortes de petites choses?

— Mais, oui, Monsieur, des presse-papiers, des pots à tabac, des encierres, des plats, des coupes et des vases.

— C'est cela de petites bêtises....

— Des petites bêtises ! interrompit l'artiste interdit.

— Oui, de ces petites bêtises que les grandes dames et les

épouses ont la simplicité de nous acheter pour garnir leurs étagères, orner leurs boudoirs, et faire notre fortune.

— Monsieur, je fais aussi les armoires, les blasons, les fontaines de table.

— Que vous garantissez à l'eau chaude, à l'eau froide, et sans cassure ?

— Certainement. Je fais encore les pièces montées, les statuettes, les portraits. Je pourrais faire le vôtre, Monsieur; si vous le desirez. Ce ne serait pas difficile.

Et, tout en faisant semblant de chercher quelque chose, l'artiste se mit à fredonner entre les dents le vaudeville :

Rond comme un tonneau, court comme un basset, fastueux et somptueux.

Il a pour couronne, et il a pour harnachement, un double toupet.

Qu'il parle, ou qu'il marche,

Le louche regard,

Il a la démarche,

La voix d'un canard.

M. Lelong fit la sourde oreille.

— Je ne vois rien là dont je puisse m'arranger, reprit-il en se contenant. N'auriez-vous pas une réserve ?

— Pardon, dit le père humilié, mais refoulant son mécontentement sous l'empire du besoin. Si monsieur veut se donner la peine de m'accompagner à la boutique, peut-être y trouverai-je quelques-unes de ces petites bêtises qui sondent sa fortune, à lui qui les vend, et qui, ajouta-t-il en lui-même, ne me donnent pas de pain, à moi qui les fais.

— Volontiers, répondit le marchand, en aspirant bruyamment une prise.

(Continuera.)

pas dépassé le chiffre de 1824! Mais à plus forte raison Montevideo pourrait invoquer cet argument en sa faveur, car en 1824 l'Etat Oriental n'avait aucune importance commerciale, et de 1836 à 1842 il arriva au point de rivaliser avec Buenos-Ayres et d'écouler beaucoup plus de produits français que la capitale des Etats argentins.

Pourquoi Buenos-Ayres est-il resté stationnaire pour ainsi dire, depuis 23 ans; d'où vient que son commerce n'a pu suivre la même période progressive?

C'est parce que l'administration générale est mauvaise; cela vient de ce que le système qui régit Buenos-Ayres est aussi anti-progressiste qu'anti-humanitaire.

II

Quant à l'accusation portée contre la société argentine par le correspondant du « Constitutionnel » et que l'argentin de la « Presse » vient relever; elle est sévère, nous le reconnaissions, mais loin d'étonner, elle devrait suffire pour faire ouvrir les yeux aux hommes éclairés qui prétendent défendre Rosas « quand-même. » La société d'un pays porte naturellement la faute du gouvernement qui la régit, et ce n'est pas sans raison qu'un voyageur impartial et sans passion s'en prend à une population du mauvais gouvernement qu'elle supporte ou qu'elle subit. Les fautes, les vices et les crimes mêmes d'un gouvernement rejoignent toujours sur la nation qui s'y soumet. Rosas ne sera pas le premier tyran que aura déshonoré et abaissé son pays dans l'opinion de ses contemporains et de l'histoire. C'est justement ce sentiment d'amour propre national qui a soulevé contre lui tout ce qu'il y a d'argentins éclairés, honorables et courageux.

Cette observation n'a pas échappé au judicieux correspondant du « Constitutionnel », puisqu'il remarque que « les hommes qui représentent l'élément unitaire ont, en général, une assez grande culture d'esprit et des dehors agréables. » — « Si l'abaissement général des caractères, dit-il encore, résultat du despotisme ne venait pas contrarier la sympathie vers laquelle on se sentirait porté pour cette population, la société argentine aurait de grands attraits. » Tout cela est de la plus exacte vérité; le mal n'est pas seulement indiqué, la cause aussi est parfaitement exprimée. Supprimez Rosas, abattez ce despotisme, et il vous restera une société pleine d'attraits, qui sera aimée et louangée de tout le monde. D'ailleurs le correspondant du « Constitutionnel » n'avait encore pu observer que les argentins de Buenos-Ayres, c'est à-dire ceux qui ont peur, ceux qui tremblent, ceux qui se résignent. Nous verrons plus tard ce qu'il dira, quand il aura eu l'occasion d'observer ce même peuple loin de l'œil et de la main de Rosas, au milieu de ceux qui ont déclaré hautement et noblement la guerre à cet abominable tyran.

« Mais, dit l'argentin de la « Presse », ce peuple, qu'on accuse, a su conquérir son indépendance et la donner à une grande partie de l'Amérique espagnole. » Cela est vrai, mais ne détruit nullement l'assertion du correspondant du « Constitutionnel », car ce ne sont pas les argentins « du temps de la guerre de l'indépendance » qu'il a observés, mais les argentins « sous la dictature de Juan Manuel de Rosas; » pas plus que Tacite ne jugeait les Romains du temps des Scipion et des Fabius, quand il disait d'eux « On rapporte que Tibère, toutes les fois qu'il sortait du sénat, s'écriait en grec : combien ces hommes là sont faits pour la servitude ! Tant leur abjecte et servile prostitution inspirait de mépris à l'ennemi même de la liberté publique. »

Au reste, nous ne croyons pas que l'argentin de la « Presse » ait eu un seul instant l'idée de défendre son pays, ou bien il s'y est pris bien maladroitement quand il a fait de Buenos-Ayres « une ville de fous furieux occupés à s'entre-devorer ». Nous pensons que ce dont il s'est occupé exclusivement, c'est du panégyrique de Rosas, son seigneur et maître. C'est ce qui lui a empêché de s'apercevoir que pour défendre un seul citoyen il flettrissait lui-même son pays tout entier, en donnant gain de cause au correspondant du « Constitutionnel », car des « fous-furieux » sont presque tous des gens « sans morale, ni religion, ni honneur.... »

Au reste, les contradictions ne contiennent rien à l'argentin de la « Presse », il s'y livre avec toute l'assurance des écrivains de la « Gaceta Mercantil », sans honte et sans crainte. Après avoir fait de Rosas un « ennemi déclaré des intrigues » et « l'homme de la loi », « comme il l'a été toujours », il avoue naïvement qu'en 1833 Rosas n'accepta le pouvoir « qu'à la condition expresse » qu'on lui donnerait des pouvoirs extraordinaires. Est-il un lecteur de bon sens qui ait pu prendre en France ce galimatias au sérieux ?

Nous concevons d'autant moins ces fautes grossières de sens commun que cet avocat de Rosas ne manque pas d'adresse. Ainsi la phrase du correspondant du « Constitutionnel » où il est dit: « La discussion qui a eu lieu à la tribune de l'Assemblée Nationale, a été lue par tout le monde avec avidité. » lui sert de prétexte pour faire admirer, aux lecteurs de la « Presse », la liberté qui règne dans un pays où « les journaux, dit-il, reproduisent tout ce qui s'écrit en France et tout ce qui se dit à l'Assemblée Nationale contre le général Rosas. »

En vérité, les lecteurs de cette défense auront pu croire qu'il y a de vrais journaux à Buenos-Ayres et qu'on y jouit d'une liberté de la presse comme.... on n'en voit plus. C'est adroit; le tour est bien joué! — On a lu à Buenos-Ayres la discussion qui a eu lieu à l'Assemblée Nationale. (Dans les seuls journaux venus de France ou de Montevideo, bien entendu). — Donc, les journaux de Buenos-Ayres (qui ont gardé le silence pendant près d'un mois sur la révolution de février) reproduisent toutes ce qui s'écrit et se dit en France contre Rosas. — C'est logique, ROSISTEMENT parlant, mais C'EST FAUX. Nous proposons à la « Presse » une collection complète des trois journaux qui se publient à Buenos-Ayres.

res, dont un en anglais et un d'annonces et d'avis, si elle veut avoir la bonne foi de reconnaître dans ses colonnes l'impudent mensonge de l'avocat de Rosas, qui lui écrit la lettre à laquelle nous répondons. On saura du reste bientôt à quoi s'en tenir en France à ce sujet, car le correspondant même du « Constitutionnel » s'est occupé d'un travail sur la littérature et les publications de la Plata, qui viendra éclaircir bien des petits mystères ignorés en France, et qui mettra plus à jour la différence notable que l'auteur a remarquée entre les adhérents et les ennemis politiques de Rosas, et dans ce travail la monographie des journaux de Buenos-Ayres n'a pas été omise; c'est une curiosité qui ne pouvait pas être dédaignée par un amateur aussi intelligent.

Sans nous arrêter à la dénégation d'un fait aussi avéré que celui des oreilles coupées au général Borda, ni à cette autre assertion que « depuis 1842, il n'y a pas eu une seule persécution un seul emprisonnement pour affaires politiques, » quand les faits seuls rempliraient plus de trois journaux; nous nous bornerons à faire remarquer les arguments présentés par l'argentin de la « Presse » pour défendre Rosas d'avoir mis de côté, comme le dit le « Constitutionnel », « tous les hommes éclairés du pays. »

« Il suffit, dit l'avocat de Rosas, pour démontrer la fausseté de l'accusation de citer quelques noms. » Et il nomme, qui? Cinquante-cinq argentins, recommandables et instruits, il est vrai, mais qui, tous, moins un, résident en pays étranger depuis neuf, treize et quinze ans, c'est-à-dire depuis le commencement de la dernière administration de Rosas! ce sont MM. Guido, Moreno, Alvear, Sarratea (mort l'an dernier à Paris) et Lopez. On avouera que si Rosas n'a pas « mis de côté » les quatre premiers, il a eu soin de « les éluder » — ce qui revient à peu près au même, et donne raison au correspondant du « Constitutionnel. »

Nous terminerons ici nos observations en rendant hommage à la justice divine qui n'a pas permis qu'une mauvaise cause put jamais trouver un bon défenseur.

MODERATION DISTINGUÉE DU GENERAL ROSAS.

Dans la session du 2 de ce mois, le représentant Jimenez a dit, en partant du dernier traité négocié par M. L'préjour.

« Qu'il supposait que le gouvernement français saurait apprécier la modération distinguée de M. le général Don Juan Manuel de Rosas, en se prêtant à conclure un traité ad referendum avec l'agent qu'il nomma près de lui (Rosas), bien que cet agent, quoique doué de qualités personnelles nobles et élevées, n'eût pas été caractérisé dans la forme voulue par les usages internationaux dans ces sortes de cas. »

A cette occasion, le Comercio del Plata faisait hier les réflexions suivantes :

« De manière que la France reconnaissante, doit voter maintenant des remerciements au dictateur doué d'une modération tellement distinguée, qu'il a désigné lui faire l'honneur de s'abaisser jusqu'à conclure avec son agent un traité ad referendum. »

« Au reste, il est difficile de comprendre cette nouvelle susceptibilité de Rosas. »

« Lorsque l'année dernière, M. L'préjour se présenta pour la première fois dans le port de Buenos-Ayres, la première chose qu'il fit (le 11 janvier), fut d'informer Rosas, officiellement, qu'il était investi par son gouvernement d'une mission diplomatique près de lui. »

« Personne n'imagine que M. Le redour, ait en ce à déguisé la vérité, ni que son gouvernement ait commis la faute de violer les usages (internationaux), ni que l'admiral se soit cru réellement investi du caractère diplomatique, s'il n'avait pas été durement caractérisé dans la forme voulue par les usages internationaux. »

« Effectivement : M. Le redour débarqua, gesticola, négocia et ajouta enfin un traité, dans lequel il apparait sous le titre de ministre plénipotentiaire; sans que la susceptibilité de Rosas se soit alarmée, sans qu'il ait opposé à cela la moindre objection ou observation; et sans avoir jamais posé l'arrogance jusqu'à dire qu'il faisait une faute en s'entendant d'auantage avec M. L'préjour. »

« Cela veut dire que, en 1849, ou M. L'préjour accrédita aussi amplement son caractère; ou Rosas renonça, pour sa propre convenance à toute objection et à toute mention relative à l'irrégularité qu'il pouvait y avoir dans son investiture. »

« Mais bien, ce traité fut envoyé en Europe : le gouvernement français, en le repoussant, décida non d'entremer une nouvelle négociation, mais de continuer la première; et c'est ce qu'a fait M. L'préjour. »

« Par conséquent : si celui-ci eut qualité en 1849 pour l'entamer, comment ne l'aurait-il pas en 1850 pour la continuer? — Et s'il ne l'eut pas, et que malgré cela Rosas le reconnut comme tel, sans protestation, sans même présenter une seule objection, et s'il a jusqu'à admis le titre de plénipotentiaire, il n'avait plus, aujourd'hui, le droit de le nier, et il ne lui était plus permis de ne pas se prêter à conclure un traité avec cet agent. »

« Il n'y a donc pas, dans ce procédé, la modération

distinguée que l'on suppose; et la France n'a pas besoin d'apprecier ce que Rosas fait pour sa propre convenance et non par égard pour elle ou pour son agent. »

Nous avons reçu aujourd'hui des nouvelles du Salto annonçant que dans cette ville, occupée par les forces d'Oribi, les affaires sont des plus tristes et la situation des plus critiques. Dans la crainte d'un engagement avec les forces brésiliennes, la plupart des familles émigreront pour l'Enterrios ou s'occupent à régler leurs affaires afin de se tirer prêts à partir — tant on avait peu de confiance dans la succès des armes d'Oribi.

Deux petits chargemens de comestibles et d'articles propres au pays, arrivés récemment dans ce port, n'avaient pu trouver acheteur à aucun prix.

Il paraît enfin que la prospérité commerciale suit tous les points qui se trouvent sous la domination de Rosas et d'Oribi.

Quant à ce qui est de l'Enterrios on ne remarquait aucun mouvement qui indiquait la moindre intention hostile.

Une correspondance de Rio Janeiro, en date du 2 du courant, annonce que le colonel oriental Centurion, devait s'embarquer ce même jour, pour Montevideo à bord du brig anglais Ugent.

Des lettres de Rio Grande disent que les agents de Rosas et d'Oribi continuent leurs intrigues dans cette province, pour y provoquer une insurrection contre l'autorité impériale; mais qu'ils ont été démasqués et leurs projets complètement déjoués.

FRANCE.

LA « PRESSE » DU MARDI 30 JUILLET 1850.

AMERIQUE.

BUENOS AIRES. — Le Constitutionnel a publié, il y a trois jours, une lettre qu'il a reçue d'un de ses collaborateurs qui vient d'arriver dans la Plata. Comme la plupart des voyageurs, ce collaborateur, à peine débarqué, a eu le tort de vouloir juger les hommes et les choses du pays avant de s'être donné le temps de les bien connaître. Il a, par conséquent, ce qui était inévitable, commis de nombreuses erreurs, et, ce qui est pire, donné ses souvenirs de lecture comme le résultat de ses observations.

A ce sujet, nous avons reçu d'un Buenos Ayrien, qui se trouve en ce moment à Paris, une lettre que nous voulons pouvoir reproduire en entier, parce qu'il est d'un homme que sa position, son intelligence, l'éloignement où il s'est tenu des luttes qui ont déchiré son pays et l'estime dont l'honorent tous les partis, mettent à l'abri de tout soupçon de partialité. Malheureusement, cette lettre est d'une étendue telle que nous devons la résumer en grande partie.

L'homme honorable qui nous écrit s'étonne d'abord que le correspondant du Constitutionnel ait osé dire que la société argentine n'avait ni morale, ni religion, ni honneur, ni courage.

« Bien des voyageurs, dit-il, ont visité les pays qui composent la confédération argentine. Plusieurs ont publié leurs observations, qui se sont étendues à tous les faits de notre existence politique, économique et sociale; aucun cependant, même parmi ceux que l'animosité politique le plus écarte de la vérité, ne s'était permis contre nos pays une aussi injuste accusation. Heureusement les faits sont là qui parlent plus haut que le correspondant du Constitutionnel, et l'histoire dira qu'un peuple qui, après avoir, au prix des plus grands sacrifices, conquis son indépendance, a su la donner à une grande partie de l'Amérique espagnole, avait quelques-unes au moins des vertus dont on veut le dépourrir avec autant de légèreté que d'injustice. »

Notre correspondant s'étend beaucoup sur les erreurs de statistique commises par le collaborateur du Constitutionnel, et il cite à l'appui de ce qu'il avance les tableaux publiés par la douane et par les journaux officiels. Ainsi, au lieu de 300 navires dont parle la lettre du Constitutionnel, il est arrivé à Buenos-Ayres, pendant l'année 1849, 801 navires d'autre mer, jaugeant ensemble 163000 tonneaux et 3,400 caboteurs, jaugeant 36,000 tonneaux. En 1850, époque de la plus grande prospérité de l'administration, tant et si mal à propos vantée, de Rivedavia, le nombre des arrivages d'outremer ne monta qu'à 360 navires.

Le collaborateur du Constitutionnel parlait surtout longuement du général Rosas; c'est là-dessus aussi qu'insiste notre correspondant, et nous donnons à peu près intégralement cette partie de sa lettre.

« Don Juan Manuel de Rosas appartient à une des familles les plus distinguées et les plus riches de Buenos-Ayres. Doué de qualités intellectuelles et physiques qu'on

peut, sans exagération, appeler extraordinaires, il les a longtemps appliquées exclusivement aux travaux des champs, administrant lui-même ses vastes propriétés, vivant de la vie des laboureurs au milieu desquels, par son adresse, son courage et sa justice, il a acquis une grande influence. Ennemi déclaré des intrigues, il se tint éloigné de la vie politique jusqu'en 1820. À cette époque, la lutte des ambitieux qui se disputaient le pouvoir, au detriment de tous les intérêts du pays, était arrivée au dernier degré de fureur; on changeait de gouvernement tous les mois, toutes les semaines, tous les jours. Buenos Ayres n'était plus qu'une ville de fous furieux occupés à s'entre-dévorer.

" Le 27 septembre 1820, le général Martin Rodriguez est nommé gouverneur; le 1er octobre, c'est-à-dire trois jours après, une révolution le renverse et met le pays en feu. Rodriguez ayant réussi à s'enfuir, ordonne à Rosas, alors colonel d'un régiment de milices de la campagne, le 5, appelé Colorados, qu'il avait levé et instruit lui-même, de marcher au secours du gouvernement légal. Rosas, l'homme de la loi, comme il l'a été toujours, obéit. Trois jours après, il paraît aux portes de Buenos Ayres, qu'il prend de vive force, réinstalle le gouvernement, refuse les honneurs et les récompenses qui lui sont décernés et retourne, avec ses intrépides colorados, aux travaux de la campagne, qu'il n'abandonne de temps en temps que pour aller à la frontière répandre le brigandage des Indiens et donner aux populations une sécurité régulière comme impossible. Il vécut ainsi jusqu'en 1828.

" Le 1er mai de cette année, le général Lavalle avec une partie de l'armée qui venait de terminer la guerre du Brésil, se révolta contre le président, le maître Rosas en chef. Celui-ci échappa avec difficulté aux dangers qui le menacent, se retire à la campagne, assemble à la hâte quelques miliciens, est attaqué, battu et fait prisonnier à Navarro. Le général Lavalle, aveugle inscrutément du parti unitaire, fait fuir sans aiguille espèce de jugement l'illustre Dorrego, qui vint à peine de signer avec le Brésil une paix honorable pour son pays.

" C'est alors, et au même lieu des excès les plus épouvantables de la guerre civile, que Rosas, voyant la ruine imminente du pays, apparaît une seconde fois, et immédiatement, comme en 1820, son prestige et son courage sont pencher la balance. Les représentants le nomment gouverneur, et toutes les provinces de la confédération lui déléguent leurs pouvoirs. A l'expiration de son mandat, à la fin de 1832, il entreprend une expédition contre les Indiens du désert, rend la liberté à des milliers de captifs, recule et garantit les frontières, de la province contre les attaques de ces tribus nomades.

" Appelé de nouveau au pouvoir par la législature en 1835, Rosas ne l'accepte qu'à la condition exorbitante qu'on lui donnera des pouvoirs extraordinaire pour déjouer toutes les intrigues dont la confédération était menacée. Trois ans plus tard, l'ordre et la prospérité commencent à s'affermir, quand surgissent malheureusement les difficultés qui ont abouti à cette longue série d'hostilités qui vous a si souvent fourni l'occasion de défendre les vrais intérêts de la France et de la justice.

" Cette guerre, et la complicité des unitaires avec les étrangers, excitèrent les passions, donnèrent lieu à quelques faits regrettables de vengeance populaire, fort exagérés, exploités sans bonne foi, et qui auraient pu produire de grands malheurs, sans les mesures énergiques adoptées par le général Rosas. Il rendit un décret punissant de mort le vol et même les blessements les plus légers; et cette sévérité inflexible, excessive, peut-être, mais impérieusement réclamée par l'état du pays, put seule arrêter le désordre et garantir la vie et les propriétés des nationaux et des étrangers. Ce homme, qu'on représente presque comme le chef d'une mystérieuse horde d'assassins, est devenu tellement la terreur des assassins, des voleurs, et de quiconque voudrait porter atteinte à la sécurité publique ou privée, qu'il n'y a peut-être pas au monde un pays où cette sécurité soit aussi absolue qu'à Buenos Ayres.

" Vous voyez, monsieur ce qu'il faut penser de ces oreilles coupées et autres anecdotes du même genre, dont le collaborateur du Constitutionnel s'est fait l'écho. J'en appelle aux lecteurs de ce journal pour savoir s'il est possible d'admettre qu'un homme d'une sauvagerie aussi révoltante, d'un despotisme aussi insupportable puisse vivre, comme le Constitutionnel reconnaît qu'il le fait, sans un factionnaire à la porte de sa maison qui reste ouverte à tout le monde, et cela dans un pays où les citoyens, amis et ennemis du gouvernement, sont armés et gardent leurs armes chez eux; où les journaux reproduisent tout ce qui s'écrit en France et tout ce qui se dit à l'Assemblée nationale contre le général Rosas, où des milliers d'étrangers

arrivent tous les jours pour se mettre sous la protection de celui qu'on dit être un si affreux tyran, et où, depuis 1842, il n'y a pas eu une seule persécution, un seul emprisonnement pour affaire politique.

" Il faudrait un volume pour relever toutes les erreurs du correspondant du Constitutionnel, mais je n'ajoute plus qu'une seule observation.

" Ce correspondant accuse le général Rosas d'avoir mis de côté tous les hommes éclairés du pays. Cette accusation est aussi injuste que les précédentes et il suffit pour en démontrer la fausseté de citer quelques noms.

" Au Brésil, la confédération est représentée depuis 1841 par le général Guido, aussi distingué par les services qu'il a rendus à la cause de l'indépendance de l'Amérique du Sud, qu'il l'est par son instruction et le tact parfait dont il a donné tant de preuves dans sa carrière diplomatique.

" Le docteur Moreno, l'un de nos littérateurs les plus renommés, a été nommé en 1838 ministre à Londres, où il est encore.

" Le général Alvear, ancien président de la république, qui fut Montevideo aux Espagnols et gagna la bataille de Yanga contre eux, représente Buenos Ayres à Washington depuis plusieurs années.

" M. de Sarate, qui est mort l'année dernière, regretté non seulement de tous ses compatriotes, mais de tous ceux qui ont été à même d'apprécier les éminentes qualités de son esprit et de son cœur, occupait, depuis 1841, le poste de ministre plénipotentiaire près du gouvernement français.

" M. Lopez, le poète argentin le plus renommé, le Rouget-de-l'Isle de Buenos Ayres, est aujourd'hui un des juges de la cour suprême de justice.

" Un dernier fait qui prouve l'exagération de tout ce qu'on a raconté sur l'intolérance du général Rosas, c'est qu'il a maintenu dans le poste de directeur de la douane, M. Manuel Lavalle, frère du général de ce nom, celui-là même qui fut fusillé Dorrego, qui était l'un des chefs du parti unitaire, et son plus cruel ennemi.

" La vérité, monsieur, c'est que la confédération argentine doit au général l'ordre, la prospérité et la sécurité parfaite dont elle jouit.

" Agrez, etc.

" UN ARGENTIN."

QUESTION DE LA PLATA

Le Moniteur du Soir, journal semi-officiel, ne se fait pas illusion sur le résultat probable de la combinaison équivoque et bâtarde à laquelle le Gouvernement s'est arrêté pour l'arrangement des affaires de la Plata. Nous partageons entièrement, en ce qui nous concerne, l'opinion exprimée par ce journal dans les lignes suivantes, qui sont la consécration des idées que nous émettions lorsque l'Assemblée Nationale, saisie de cette grave question, commit la faute irréparable de donner raison à M. Rouher, contre M. Thiers, qui présentait bien, il faut le reconnaître, quelques garanties de compétence plus sérieuses que l'avocat du barreau de Riom:

" Il n'est pas probable que les modifications que le Gouvernement français désire introduire dans le traité que l'amiral Le Prédour avait proposé de conclure avec le général Rosas soient acceptées par ce dernier.

" Dès le jour de son arrivée dans les eaux de la Plata, l'amiral a fait présenter ces modifications, et il attend la réponse du général gauchero.

" Ce qu'on doit y remarquer de plus saillant, c'est qu'on demande à Rosas de reconnaître de nouveau la République montevideenne, et de retirer immédiatement les troupes argentines de son territoire. Mais peut-il abandonner ainsi toutes ses conquêtes? Peut-il renier son lieutenant Orléans, qu'il avait créé président? Il faut en douter, et certes il ne sera pas embarrassé d'inventer quelque nouvelle ruse échappatoire.

" Le négociateur français sera donc alors forcé d'avoir recours aux moyens de rigueur, de compromettre peut-être des forces insuffisantes. Que de temps, d'hommes et d'argent n'eût-on pas épargnés, si dans le principe, on avait su poser la question de manière à rendre impossible toute réponse équivoque!"

(Journal du Havre du 13 juillet.)

Nous avons dit qu'une proposition tendant à abroger la loi électorale avait été déposée par MM. Arnaud (de l'Ariège), Detours et Bac.

En voici le texte, tel qu'il a été distribué aujourd'hui à l'Assemblée:

" Les soussignés, représentants du peuple, proposent à l'Assemblée législative d'adopter la résolution suivante:

" L'Assemblée législative, considérant que contrairement aux intentions qui l'ont dirigée et au but de simple réglementation qu'elle s'était proposée, l'application

" de la loi électorale votée par elle le 31 mai dernier a profondément altéré le suffrage universel, et voulant donner satisfaction aux plaintes légitimes de plusieurs millions de citoyens dépossédés de leurs droits, adopte la résolution suivante:

" La loi électorale du 31 mai dernier est abrogée. Les listes confectionnées par suites de celle dernière loi sont annulées. La loi du 27 mars 1848 est remise en vigueur."

M. le général de Lamoricière a fait, hier, une charge à fond contre le parti bonapartiste. Aux grands applaudissements de la majorité de l'Assemblée, il a écrit qu'il y avait des hommes qui travaillaient à nous ramener à l'empire, moins le génie, moins la grandeur, moins la gloire.

L'attitude prise par l'honorable représentant a surpris quelques personnes, qui se souvenaient que M. le général de Lamoricière avait été choisi par M. Louis Bonaparte pour aller représenter la France à Saint-Pétersbourg, et qui ne comprenaient pas qu'après avoir ainsi accepté une mission de M. le président de la République, il se tournât contre lui, ou tout au moins contre ses amis, avec une si grande vivacité.

La conduite du général est facile à expliquer. Lorsqu'on lui proposa de partir pour Saint-Pétersbourg, en donnant son acquiescement à cette proposition, il stipula expressément qu'il ne représenterait auprès de l'empereur de Russie que le Gouvernement de la République. C'est dans ces termes que sa mission lui fut confiée et qu'il l'accepta.

Il était, depuis quelque temps déjà, à Saint-Pétersbourg lorsqu'un jour l'empereur, qui le traitait avec beaucoup de bienveillance, et aimait à converser familièrement avec lui, lui dit qu'il avait reçu des nouvelles de son Gouvernement. Ces paroles surprisent M. de Lamoricière, qui n'avait été chargé d'aucune communication au cabinet russe, et qui se demandait comment ce cabinet avait pu recevoir des nouvelles du Gouvernement français par un autre intermédiaire que le sien, Nicolas, qui comprenait sa surprise et ne voulait pas la prolonger, mit alors sous ses yeux une note secrète, qui lui avait été adressée, et dans laquelle on lui demandait le concours qu'on pourrait attendre de la Russie dans l'éventualité de certaine tentative.

De ce moment, M. le général de Lamoricière prit la résolution de résigner ses pouvoirs, et, très peu de temps après, la chute du ministère Barrot vint lui en fournir l'occasion.

On assure que l'empereur Nicolas a poussé la bienveillance envers M. de Lamoricière jusqu'à lui permettre de prendre copie de la note secrète qu'il lui avait communiquée, et que cette pièce se trouve à Paris en mains sûres.

Le fait que nous venons de rapporter n'est pas encore très connu; mais il mérite de l'être. Il servira de commentaire au discours prononcé hier par l'honorable général.

(Journal du Havre.)

L'Assemblée Nationale, dans sa séance d'aujourd'hui, a adopté, sans discussion, à la majorité de 526 voix contre 28, un projet de loi autorisant, pour les six premiers mois de 1850, le paiement du subside consenti en faveur du Gouvernement de Montevideo.

(id.)

Une panique des plus singulières a mis, hier, en émoi la place du Marché-Saint-Marceau.

La dame F... fruitière, avait appelé un ouvrier menuisier pour réparer le plancher de sa boutique. A peine ce dernier eut-il levé quelques planches, qu'une armée de rats, s'échappant soudainement par cette issue, se répandirent de tous côtés par la rue.

L'effet produit par ces promeneurs d'un nouveau genre fut prodigieux. A l'instant même, toutes les portes de se fermèrent sous le coup d'une frayeur universelle, et les passants se hâtèrent dans toutes les directions, pour éviter le contact de ces animaux.

Ces derniers, non moins effrayés eux-mêmes, couraient de gré et de la comme une armée en déroute.

Dans cette panique générale, plusieurs femmes, renversées à terre, et sur lesquelles passèrent de ces animaux, furent mordues, les unes à l'épaule, les autres aux bras et aux jambes. On en cite une qui perdit entièrement connaissance, et qu'on fut obligé de transporter dans une maison voisine, où elle ne revint à elle que fort longtemps après.

Un grand nombre de ces rats ont été tués, et les autres trouvèrent un refuge dans le marché voisin.

Avis Divers.

EDOUARD MARICOT

A l'honneur de prévenir MM. les souscripteurs à l'ouvrage intitulé *Revolution de Février de 1848* qu'il peuvent se présenter pour choisir leurs numéros qui sont arrivés par l'Aristide et qui se composent.

10 une pendule représentant l'archevêque de Paris mort sur les barricades

20 une pendule représentant Jeanne d'Arc au siège d'Orléans

30 une pendule représentant la sainte famille

40 une pendule représentant un laboureur

50 une pendule dite « de boeuf »

60 un nécessaire pour homme.

L'ouvrage se composera de 36 ou 40 livrées qui seront 4 beaux volumes ordés de 40 portraits en pieds représentant les principaux personnages de cette époque dessinés par A. Léonard d'après nature et gravés sur acier par les premiers artistes.

Le prix de la souscription est de :

20 francs l'ouvrage complet.

5 francs le volume.

12 francs la livraison.

Il reste encore quelques exemplaires pour ceux qui veulent souscrire, ils auront la même faveur que les premiers souscripteurs.

EN OUTRE

On prévient que dans le même magasin on vient de recevoir un élégant assortiment d'articles de papeterie et de bureau, et aussi tout ce qui est nécessaire pour les artistes peintres et dessinateurs, le tout de bon goût et de première qualité.

Avis.

Avis aux amateurs du Tir de Pistolet.

M. Caussade a l'honneur de prévenir le public de Montevideo, et particulièrement MM les officiers d'infanterie comme ceux de la marine, qu'il vient de créer un nouveau TIR DE PISTOLET, rue de la Convention, n° 152, près du Lion d'Or, où ils trouveront à toute heure du jour, un assortiment de Pistolets des plus modernes et des meilleures fabriques.

Ils trouveront aussi dans le même local, que le propriétaire n'a rien négligé pour rendre des plus agréables et de plus décents toutes sortes de vins, liqueurs, bière, etc.

MONTRICHARD

Arrange les vieux chapeaux et blanchit tous les pans toute la perfection, les chapeaux de paille.

S'adresser, rue de Juncal, n° 46.

AVIS.

Ceux qui veulent se soigner eux-mêmes trouveront en vente à la Chapellerie de Vailant frères, rue des Trente-Trois, n° 88, les ouvrages suivants :

Histoire naturelle de la santé et de la maladie suivi du formulaire d'une nouvelle méthode de traitement hygiénique et curatif, par F. V. Raspail. 2 vol. in 8° reliés.

Dictionnaire de la santé et des maladies ou la "medecine domestique par alphabet" par G. Grimaud de Gaux, avec un atlas anatomique et un tableau de classification des poisons et contrepoisons. Le tout en 1 vol. in 8° relié.

"Le Medecin de soi-même" et des autres, à l'aide de la medecine de M. Raspail, par H. Dubois et Joubert, 1 petit vol. in 32 relié.

"Le Pharmacien de soi-même," contenant plus de 750 recettes en formules d'une exécution facile, par les mêmes, 1 petit vol. in 32 relié.

Une nourrice jeune et saine ayant perdu son enfant nouveau né, et demeurant entre le Cordon et la Aguada désirerait trouver un nourrisson.

S'adresser au bureau du Patriote.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIÉS,

NOUVELLEMENT ARRIVÉS DE PARIS

EN VENTE A DES PRIS MODERES,

Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

Ambert "Esquisses historiques des différents corps de l'armée française, avec gravures in-folio demi rel. veau. 1 d."

Perrot "Nouvel atlas du royaume de France. 2 id."

Villeneuve "Métamorphoses d'Ovide, avec 144 gr. in 4° demi rel. chagr. 1 id."

Philippoteaux "Le siècle de Napoléon. cartonne. 1 id."

LITTÉRATURE

De Girardin. De l'instruction publique en France. in 18 demi rel. maroq. 1 id.

Delandine "des Ages heroïques. 1 id."

Id. de la Terre. 1 id.

Id. de l'Empire. 1 id.

Id. de la Gaylo. 1 id.

Id. Renaissance sociale. 1 id.

Id. Conjurations. 1 id.

Id. de la Restauration. 1 id.

Id. du Consulat. 1 id.

Id. du Christianisme sous la Tente. 1 id.

En vente.

Les ouvrages suivants reliés ou brocés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Pêches Capitaux.

L'Orgueil.

Les Pêches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mistères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mistères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mistères de Sainte-Elene.

Le Sansonnet.

Hamard coiffeur, rue du 25 de mai, n° 129,

a l'honneur de prévenir les elegants de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravates de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

En vente.

LA CONSTITUTION

DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Promulguée par l'Assemblée nationale le 12

novembre 1848.

brochure en 32

Se vend à l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS

rue de las Camaras n° 148.

En vente.

Dans le magasin de comestibles de M. Auguste Despouy rue de Misiones n° 128 et 130, une partie de pommes-de-terre d'excellente qualité arrivées récemment des îles Canaries on trouvera également des sausissons d'Arles et infinités d'autres articles, de comestibles et boissons, à des prix modérés.

Avis

CHANGEMENT DE DOMICILE.

Cochet,

Fabricant de billards,

Récemment arrivé de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un

assortiment complet de billards et tous les

accessoires qui en dépendent, tels que billes,

procédés, marques, bleu, &c., &c.

Il tient également un assortiment de bandes classiques,

metalliques, caoutchouc, lixières et autres de nouvelle invention.

Il se charge de la

réparation et de la confection des billards,

on trouvera chez lui tout ce qu'il y a de plus

moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la

Ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant

du marché principal, près les arcades de

la passive.

Le premier

zuela, dont le

Le second

cipal (entrepla-

Le troisième

nale de 14 pro

l'unique port,

Ayres, situé su

chure de ce flé

Le quatrième

paux fréquentés

ception,

Le cinquième

les principaux p

Carthagène, Sa

nama sur l'Occ

Le sixième

ces, et dont les

nos navires ma

Rio-Grande-du-

C'est évidem

doit s'efforcer d

merce une sollici

protection et les

mer d'elle.

C'est surtout

nzuela et l'Iru

e montrer gran

ondances génér

A Caracas e

pathies : deux p

disposition natu

ses goûts; une m

articles d'indu

comme on l'a v

ans de temps, d

Si le premie

Feuilleton de

soit à l'heure

de l'heure